

Ecstasy en Suisse : des chiffres et des manières de les interpréter

Michel Graf, responsable du secteur prévention, ISPA, Lausanne

Pour dépasser les spéculations, les « il paraît que », une seule manière : l'enquête statistique, à caractère qualitatif ou quantitatif. Avec le soutien de l'OFSP, l'ISPA a effectué deux études sur le thème de la consommation d'ecstasy en Suisse, qui utilisent chacune une approche spécifique de la réalité.

Début 1995, la première étude démarrait en Suisse romande⁽¹⁾; elle avait pour but de mieux connaître les caractéristiques de la consommation d'ecstasy dans le milieu techno et de cerner les traits particuliers des consommateurs. Dans cette enquête, il a été choisi de ne s'adresser qu'aux personnes intégrées dans le milieu techno, en partant de l'hypothèse que l'ecstasy est consommée plus fréquemment dans ce contexte-là qu'ailleurs. L'échantillon n'est donc pas représentatif de la jeunesse en général, ni de l'ensemble des consommateurs d'ecstasy. Il s'agit en fait d'une enquête qualitative.

Pratiquement, des questionnaires ont été distribués dans un premier temps par la méthode dite de la boule de neige : une vingtaine de consommateurs d'ecstasy et de non-consommateurs, tous amateurs de techno, ont été recrutés. Ils ont été chargés de distribuer des questionnaires à leurs connaissances répondant aux critères de l'enquête, connaissances chargées à leur tour de faire de même, et ainsi de suite. Pour répondre aux critères de l'enquête, il fallait soit avoir consommé de l'ecstasy, soit être intégré au milieu techno. D'autres méthodes de distribution ont aussi été utilisées, comme la diffusion sur les pare-brise de voiture lors de soirées, le Vidéotex, l'insertion des questionnaires dans un magazine techno. En tout, sur 1060 questionnaires distribués, 211 ont été récoltés : 108 personnes déclarant avoir consommé de l'ecstasy, 103 se disant non-consommateurs. Rappelons ici que ce pourcentage n'est absolument pas représentatif en soi de la consommation en Suisse romande.

L'autre étude, plus vaste, avait un caractère quantitatif; elle s'est déroulée en été 1996⁽²⁾, selon le principe de l'enquête téléphonique représentative. Des jeunes et des adultes de la tranche d'âge des 15 à 34 ans de la Suisse romande et allemande ont été interrogés. La limite d'âge de 34 ans a été posée en fonction de la participation potentielle à des soirées techno. Le choix des personnes s'est fait selon la méthode aléatoire. Les questions spécifiques à l'ecstasy ont été intégrées dans une série de questions relatives à de nombreux thèmes. Un institut spécialisé dans les interviews par téléphone (IHA / GfM) a été mandaté pour effectuer cette phase de l'étude. 1551 personnes ont été interrogées, 1172 en Suisse allemande, et 379 en Suisse romande. Cette enquête avait pour but d'estimer l'ampleur de la présence de l'ecstasy en Suisse, dans la scène techno en particulier, et de mesurer la disposition des jeunes à en consommer.

Les résultats de ces deux enquêtes doivent permettre aux professionnels de la dépendance de développer des actions qui tiennent compte de la réalité objective du phénomène. Dans cet article, nous aborderons en particulier les utilisations de ces données dans le champ de la prévention.

Ampleur du phénomène

L'enquête menée en été 96 révèle que près de 17% des personnes interrogées indiquent qu'on leur a proposé une fois ou l'autre de l'ecstasy. Dans le milieu techno, cette donnée est encore plus éle-

vée: 37% des participants à des soirées techno ont été sollicités au moins une fois par une offre d'ecstasy. Ce chiffre est confirmé par l'analyse des lieux dans lesquels l'offre en ecstasy est la plus fréquente: dans 60% des cas, cela s'est produit lors de raves, et dans 15% dans des soirées privées. En regard de la fréquentation de ce genre de soirées, on peut en déduire que les 15-23 ans sont les plus confrontés à l'ecstasy.

Lorsque l'on sait que l'ecstasy coûte, selon les lieux et les époques, entre 20 et 60 francs la dose, soit un prix accessible à toutes les bourses d'apprentis ou d'étudiants, on peut craindre que cette offre très attractive n'incite de nombreux jeunes à en consommer. En effet, la relation entre l'accessibilité d'un produit, en terme de disponibilité et de coût, influence de manière significative le passage à l'acte, en particulier pour les nouveaux consommateurs, qui veulent «essayer pour voir».

L'enquête de l'été 96 démontre que ce mécanisme n'a pas opéré pour l'ecstasy. Seuls 3 jeunes sur cent accepteraient une offre d'ecstasy, 3 autres se montreraient hésitants, alors que les 84 restant refuseraient cette proposition. C'est dans la catégorie d'âge des 18-23 ans que la disposition à en prendre est la plus élevée. Dès lors, on peut considérer les jeunes de cette tranche d'âge comme «groupe à risque» relativement à la consommation d'ecstasy.

La raison principale qui motive un refus de l'ecstasy est un rejet général de toute consommation de drogues; le fait que l'ecstasy soit illégal n'a pas une réelle influence: seul 1,3% des personnes interrogées évoquent cette raison pour ne pas en prendre. Par ailleurs, plus de quatre personnes sur cinq estiment que cette substance est dangereuse à très dangereuse. Pour celles et ceux qui sont disposés à essayer, c'est la curiosité qui est citée comme motif principal. Les effets supposés ne sont pas vraiment mis en avant. Ces éléments doivent nous inviter à renforcer les attitudes de non-consommation des jeunes.

Combien et qui?

3,5% des personnes interrogées dans l'enquête représentative de l'été 96 déclarent avoir consommé au moins une fois de l'ecstasy. 40% d'entre elles ne l'ont fait qu'une seule fois. C'est dans le groupe d'âge des 18-26 ans que le nombre de consommateurs est le plus élevé, avec une prédominance masculine

(2 hommes pour 1 femme) et suisse romande (5 romands pour 3 allemands). Notons aussi que plus des trois quarts des consommations ont eu lieu lors de soirées techno ou privées. Lorsque l'on croise la fréquence de participation à des soirées techno et la consommation d'ecstasy, on constate que 21% des ravers ont déjà consommé cette substance. Si on est bien loin des spéculations alarmistes entendues çà et là dans divers médias, ce chiffre reste toutefois inquiétant, et légitime largement la mise en place et le renforcement d'actions de prévention orientées vers ce milieu. Nous y reviendrons plus loin. L'étude suisse romande du début 95, menée rappelons-le dans le milieu techno, apporte des éléments complémentaires à ce constat. Dans la population proche du milieu techno interrogée, rien ne distingue vraiment les consommateurs des non-consommateurs: les deux groupes ont le même niveau d'instruction, se disent heureux et en bonne santé et fréquentent les soirées avec la même intensité. Sur le plan de la consommation d'alcool, les deux groupes sont là aussi semblables, estimant boire «normalement», comme la population en général. Leur consommation de tabac et de médicaments est, quant à elle, supérieure à la moyenne nationale.

Le domaine qui divise réellement les deux groupes est celui de la consommation de drogues illégales. 94% des personnes se déclarant consommateurs d'ecstasy a pris aussi d'autres drogues illégales durant les 12 derniers mois, contre 39% du groupe des non-consommateurs. Un tiers des non-consommateurs ont pris une fois au moins du cannabis durant les 12 derniers mois, alors qu'ils sont 90% à l'avoir fait dans le groupe des consommateurs d'ecstasy. L'écart se creuse encore si l'on analyse la consommation d'autres substances:

- 64% ont pris au moins une fois de la cocaïne
- 38% des amphétamines
- 37% du LSD
- 14% de l'héroïne
- 6% des colles et solvants.

Cet usage simultané de plusieurs drogues n'est pas sans inquiéter, ce d'autant plus que l'autre enquête, représentative de la population, confirme ce fait, en le relativisant quelque peu: 31,5% des personnes qui ont pris de l'ecstasy l'ont combiné avec du cannabis, 11,1% avec de la cocaïne, 5,6% avec de l'héroïne et autant avec du LSD. On assiste donc à l'émergence d'un phénomène nouveau

de polyconsommation. Ainsi, à l'opposé de l'attitude consistant à refuser toute consommation de drogue (94% de la population des 15-34 ans interrogés), on trouve un groupe de personnes disposées à consommer des drogues, sans distinction nette des produits utilisés; une sorte d'«esprit d'ouverture aux drogues» en somme... En matière de prévention, ce constat doit nous amener à ne pas focaliser seulement sur l'ecstasy, mais prendre en compte le comportement de consommation de drogues dans sa globalité. On rejoint ici les stratégies de prévention classiques.

Dans les deux enquêtes, on peut constater que l'âge de la première consommation d'ecstasy se situe entre 16 et 24 ans, avec une moyenne vers 19 ans. Un élément de plus qui parle en faveur d'une prévention primaire adressée aux adolescents, et d'une présence de la prévention dans les soirées techno.

Effets et risques perçus

L'enquête auprès des consommateurs d'ecstasy (enquête 1995) nous permet de mieux comprendre les motifs qui poussent les utilisateurs à continuer de consommer. En effet, personne ne continue à adopter un comportement si celui-ci n'apporte pas plus de bénéfices que d'inconvénients. Les consommateurs indiquent qu'ils prennent de l'ecstasy pour «avoir du plaisir» (67%), «ne pas ressentir la fatigue» (58%) et «avoir un bon contact avec les autres» (49%). Pourtant, 55% des répondants disent avoir vécu une fois ou l'autre une mauvaise expérience: angoisse, sentiment de perte de contrôle, nausées, hallucinations désagréables, etc. 75% admettent des conséquences à moyen terme sur leur santé, comme états de fatigue, dépression, problèmes de mémoire. Reste que 63% rapportent également des conséquences positives, avant tout un meilleur contact avec les autres et une meilleure connaissance de soi. Notons aussi que les personnes ayant répondu à cette enquête prennent très peu de précautions lorsqu'ils consomment de l'ecstasy, comme éviter d'en prendre si on est malade, ne pas dépasser un certain dosage, etc. Par ailleurs, 67% des consommateurs disaient vouloir continuer... Pour ceux-ci, une politique de prévention visant à réduire les risques liés à la consommation doit impérativement être développée.

Nouvelle tendance

Dans une société qui exige de plus en plus de performances, de dépassement de soi, qui bloque trop souvent les possibilités de communication (paradoxe de notre ère hypermédiatisée), qui n'invite pas à s'ouvrir aux autres avec facilité, l'ecstasy semble avoir «trouvé une place». L'analyse des chiffres relatifs aux saisies et interpellations liées à la consommation et au commerce de substances stimulantes (amphétamines, ecstasy, LSD, et autres hallucinogènes) et anesthésiantes (opiacés en premier lieu) démontre une tendance nette en la matière: diminution de l'utilisation des substances du type «opiacés», nouvelle orientation vers des drogues capables d'augmenter potentiellement les performances et l'empathie. Le commerce des drogues, plus encore que tout autre, correspond à l'air du temps et à la demande.

Une prévention «ecstasy», une prévention globale?

Au début des travaux de conception de la campagne de prévention développée par la Ligue valaisanne contre les toxicomanies et l'ISPA, les chiffres publiés ci-dessus n'étaient pas encore disponibles avec autant de détails. C'est tout d'abord un constat qui a motivé cette action: les médias se sont emparés du thème «ecstasy», de manière quasi incitative (la pilule de l'amour) ou au contraire dramatisante (la pilule de la mort). La prévention n'avait jusqu'alors rien fait en matière d'information. Ce manque devait donc être comblé.

La campagne LVT - ISPA s'est donc axée prioritairement sur la diffusion d'une information objective, émanant de spécialistes. Redisons ici que l'information est un élément indispensable dans la prévention, mais qu'il ne suffit pas à lui seul. Ce matériel ne remplace donc pas l'ensemble des autres stratégies de prévention globale, axées sur le développement des compétences sociales. Les résultats des enquêtes démontrent d'ailleurs qu'il serait parfaitement erroné de ne se centrer que sur la substance ecstasy. Le slogan de base de la campagne, «l'ecstasy n'est pas innocent!», doit servir à contrebalancer les discours banalisants et dramatisants qui ont auréolés l'ecstasy.

Si on est bien loin des spéculations alarmistes, la mise en place d'actions de prévention se justifie

Premier outil, un flyer: le choix du support, du graphisme et du ton utilisé vise essentiellement les jeunes. Outre des éléments plutôt factuels, ce flyer aborde quelques messages de prévention globale et donne des adresses pour trouver des conseils dans chaque région. La diffusion de cet outil d'information a été minutieusement préparée: 200 magasins de disques et d'habits, attirant une clientèle jeune, ont reçu chacun une cinquantaine de flyers pour les mettre à disposi-



Une des diapositives de la campagne de prévention lancée par l'ISPA et la LVT

tion du public; plus de 10000 flyers ont été diffusés via des organisateurs de soirées; enfin, toutes les communes de Suisse romande de plus de 500 habitants l'ont reçu avec possibilité d'en commander en quantité. Au total, avec la collaboration des organismes de prévention régionaux, qui ont relayé ces informations, ce sont plus de 60000 flyers qui ont été diffusés à ce jour.

Une affiche format 50 x 70 cm a elle aussi été diffusée par les mêmes canaux; son objectif: soutenir la campagne via le slogan. Cette stratégie, peu utilisée en prévention (souvent faute de moyens financiers), représente en somme une forte déclaration d'intention, en ce sens qu'elle permet de dire, à sa manière, que des personnes se mobilisent pour parler de l'ecstasy et pour inviter les jeunes à continuer à ne pas en consommer. En effet, cette approche vise essentiellement les jeunes non-consommateurs pour renforcer leur comportement. Un peu plus de 1500 affiches ont été ainsi placardées çà et là, sur des devantures de magasins, dans des soirées, des centres de loisirs, etc.

Une prévention «techno»

La stigmatisation du milieu techno nous a invités à élargir le spectre de notre action; plutôt que d'interdire, les concepteurs de la campagne proposent de créer dans les soirées techno des conditions qui réduisent les risques de ce contexte. Une stratégie de prévention secondaire a donc été développée, sous forme de propositions. Ici, c'est non seulement la consommation d'ecstasy qui est visée, mais aussi celle d'autres substances, alcool compris, dont on voudrait réduire les risques. De plus, la réduction des risques comprend aussi ceux liés aux nuisances sonores, aux lumières et à la chaleur, et inclut une réflexion sur l'âge légal et son contrôle, de même que sur les boissons mises à disposition et sur les offres de moyens de transport. Des propositions pour mettre en place un lieu d'information et d'écoute à l'intérieur des soirées, avec l'aide des professionnels de la région, ont aussi été émises. Ces éléments ont été répertoriés dans un «guide pour les lieux accueillant des soirées». Ce guide a été envoyé à toutes les communes de Suisse romande de plus de 500 habitants, en même temps que les autres moyens décrits. Un certain nombre d'entre elles ont passé commande de plusieurs exemplaires de ce guide pour le remettre aux associations de jeunes et aux organisateurs; succès complet de la diffusion, puisque les 1000 exemplaires sont maintenant épuisés. Ce matériel, auquel s'ajoute un clip vidéo d'une minute, doit permettre aux organisateurs d'inclure dans leur soirée une composante préventive, sans avoir à recourir à un organisme spécialisé. Il y a là de la part des concepteurs de cette action une volonté de responsabiliser plutôt que de «faire à la place de...». La multiplication des lieux techno et des manifestations de ce genre ne permettrait de toute façon pas aux organismes de prévention d'être présents partout.

Une prévention orientée vers la motivation positive

En octobre, lors de l'analyse de la deuxième enquête sur l'ecstasy, l'ISPA a prolongé cette campagne en langue allemande (flyer et guide). Il a aussi complété sa palette d'outils en réalisant une série de 4 diapositives en français et en

allemand; ces diapositives s'appuient sur le même concept que l'affiche en français: conforter les jeunes non-consommateurs dans leur comportement positif. Leur usage est plus directement prévu pour les soirées. Un chariot circulaire de 80 diapositives dans les deux langues est mis à disposition des organisateurs pour être diffusés sur écran géant. On pourra en imaginer des versions utilisables dans les cinémas. Un résultat majeur de l'enquête a servi à développer cette stratégie: seuls 21% des ravers consomment de l'ecstasy. Nous aurions pu utiliser cette donnée telle quelle; nous avons préféré médiatiser un message positif, qui peut agir selon le principe de la pression sociale positive. Fondamentalement, nous voulons dire aux jeunes: *quand tu n'en prends pas, tu es dans la tendance; ou encore: tu te considères comme un raver, alors tu n'en prends pas, car les ravers ne gobent pas.* Il s'agit donc de détruire la norme implicite selon laquelle «presque tout le monde consomme». On sait en effet que les comportements que les jeunes prêtent à leurs camarades du même âge créent une sorte de norme, de repère auquel ils sont loin d'être indifférents, et ce, même s'ils revendiquent assez clairement leur responsabilité dans leur choix. Ainsi, lors d'une enquête actuellement en cours à l'ISPA auprès d'écolières et d'écoliers de 16 à 17 ans, 24% d'entre eux estiment que leurs camarades consomment de l'ecstasy. Le fait de surestimer manifestement l'ampleur de la consommation peut la faire considérer comme normale; cela constitue un élément qui peut faciliter le passage à l'acte. Nous voulons donc, par un message positif, renforcer les jeunes dans leurs comportements de refus, leur dire qu'ils ne se marginalisent pas en restant des non-consommateurs d'ecstasy.

Il est intéressant de noter que cette approche nous a valu des critiques de la part de quelques acteurs du terrain (travailleurs sociaux, organisateurs de soirées), qui estimaient que nous nous trompions dans nos chiffres, les jugeant beaucoup trop positifs. Cela m'interroge: en quoi le catastrophisme qui a prévalu jusqu'ici est-il plus efficace, plus porteur de changements que le message diffusé? Ce d'autant plus que nous n'avons jamais prétendu que ce 21% de consommateurs était dérisoire ou négligeable! Aurait-il été préférable, comme certains médias romands et français l'ont fait, d'interpréter ce 21% comme un drame? Les autorités auraient-elles pris cela avec plus de sérieux? Peut-être, en fait... en

interdisant purement et simplement ces soirées. La réflexion reste encore ouverte.

Réduction des risques, prévention à risque?

Un autre volet développé à travers les diapositives traite de la qualité douteuse de l'ecstasy. On trouve en effet une certaine insouciance dans une réponse de l'enquête représentative menée en 1996: seuls 5,3% des répondants évoquent la peur des coupages de l'ecstasy comme motif pour ne pas en prendre. Malgré ou à cause de cela, le message du dia doit ici jouer autant pour la prévention primaire que secondaire: «Tu ne sais jamais avec quoi c'est fait». Pour les non-consommateurs, cette information doit les inciter à ne pas y toucher; pour les consommateurs, il invite à la prudence.

Ce dernier axe nous amène à ouvrir la réflexion sur les stratégies de réduction des risques à développer. Faut-il, à l'avenir, implanter des tests rapides durant les soirées? Certains pays comme les Pays-Bas le font déjà. La réponse n'est pas simple. Si une telle approche semble convenir aux stratégies des actions de prévention secondaire, elle représente toutefois un écueil pour la prévention primaire, en ce sens qu'elle pourrait inciter – inviter? – certains jeunes à essayer parce que les conditions sont «favorables». Acceptable? Inacceptable? Comment peut-on faire cohabiter ces deux stratégies sans que l'une n'influence négativement l'autre?

Le débat de fond sur la prévention est empreint des normes et des valeurs que chacune et chacun d'entre nous véhicule et défend. En qualité de spécialiste en prévention, faire la balance entre ses convictions et les intérêts de la santé publique n'est pas chose facile. Mais, n'est-ce pas là le lot permanent de la prévention?

1) Sophie Ayer, Gerhard Gmel, ISPA: Consommation d'ecstasy en Suisse romande, rapport final d'un projet soutenu par l'OFSP, rapport n° 27, département de recherche ISPA

2) ISPA: l'ecstasy en Suisse, première étude représentative sur cette drogue à la mode, dossier de presse, octobre 1996